Note du Cerfa 74

L'avenir des Verts allemands : vers un parti charnière ?

Christoph Egle

Mai 2010

Comité d'études des relations franco-allemandes

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Les « Notes du Cerfa » font l'objet
d'un soutien de la Fondation Robert Bosch,
dans le cadre du « Dialogue d'avenir franco-allemand ».

Robert Bosch Stiftung

Directeurs de collection : Louis-Marie Clouet, Hans Stark

Traduction : Karin Albert

ISBN : 978-2-86592-703-6
© Ifri – 2010 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : *Ifri.org*

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées gratuitement à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Christian Meier, « Le partenariat économique Allemagne-Russie : une interdépendance assumée », *Note du Cerfa,* n° 73, avril 2010

Helmut Becker, « Crises et défis de l'industrie automobile allemande », *Note du Cerfa*, n° 72, mars 2010

Reiner Klingholz, Stephan Sievert, « Le décrochage démographique France-Allemagne », *Visions franco-allemandes,* n° 16, janvier 2010

Margot Schüller, « Le partenariat Chine-Allemagne : une interdépendance croissante », *Note du Cerfa,* n° 71, janvier 2010

© Ifri

Auteur

Christoph Egle est, depuis 2007, chercheur à l'Institut Geschwister-Scholl de sciences politiques de l'université Ludwig Maximilien de Munich.

Suite à ses études en sciences politiques, philosophie et sociologie, il a obtenu en 2007 son doctorat en sciences politiques à l'université d'Heidelberg où il a exercé en tant qu'assistant de recherche de 2001 à 2004, avant de devenir maître de conférences à l'université de Francfort-sur-le-Main jusqu'en 2007.

Ses recherches portent notamment sur la politique publique comparative et la réforme de l'État-providence ainsi que sur les partis politiques, avec un intérêt particulier pour les partis sociaux-démocrates. Spécialiste des systèmes politiques français et allemand, il s'intéresse également à la théorie politique et travaille sur les notions de libéralisme politique et de démocratie.

Parmi ses publications les plus récentes figurent :

- *Die Große Koalition 2005-2009. Eine Bilanz der Regierung Merkel,* Wiesbaden, VS-Verlag, 2010, codirigé avec Reimut Zohlnhöfer ;

- *Social Democracy in Power. The Capacity to Reform*, Londres, Routledge, 2008, en collaboration avec Wolfgang Merkel, Christian Henkes et Alexander Petring ;

- *Das Ende des rot-grünen Projektes. Eine Bilanz der Regierung Schröder 2002-2005*, Wiesbaden, VS-Verlag 2007, codirigé avec Reimut Zohlnhöfer ;

- « No Escape from the Long-term Crisis? The Social Democrats' Failure to Devise a Promising Political Strategy », in : *German Politics and Society*, n° 27 (2), 2009, p. 9-27 ;

- « Doppelte Öffnung oder ewige Opposition. Die strategischen Koalitionsoptionen der Grünen im Fünf-Parteien-System », in : *Vorgänge. Zeitschrift für Bürgerrechte und Gesellschaftspolitik,* n° 47 (3), 2008, p. 111-121.

© Ifri

Résumé

En trente ans, les Verts ont pu s'implanter durablement dans le paysage politique allemand et exercer une influence considérable sur la vie politique du pays grâce à leur participation à différents gouvernements régionaux ainsi qu'au gouvernement fédéral. Le mouvement de protestation extraparlementaire originel s'est transformé en un parti gouvernemental professionnel, en passant par une phase transitoire d'opposition parlementaire.

Les changements affectant l'électorat et les adhérents des Verts reflètent un processus de réussite sociale et d'embourgeoisement : les Verts sont particulièrement plébiscités auprès des personnes ayant un niveau d'études élevé, des fonctionnaires, des employés et des indépendants, au sein des classes d'âge assez jeunes, auprès des femmes et de ceux qui se déclarent sans confession. Leurs fiefs locaux se situent dans les grandes villes et les régions fortement urbanisées où le secteur des services est important.

Parallèlement, l'évolution de leur programme peut être décrite par les notions de « déradicalisation » et de « normalisation ». En matière de politique environnementale cependant, face à l'appropriation des thématiques écologistes par d'autres partis, les Verts réagissent cependant en radicalisant leurs positions.

Leur positionnement au centre leur permet désormais d'envisager de plus en plus de s'engager dans toutes les variantes imaginables de coalition tripartite avec la CDU/CSU, le SPD et/ou le FDP. S'ils réussissent ce pari, les Verts allemands éviteront le risque d'un positionnement de niche, pour devenir un parti charnière en Allemagne.

© Ifri

Sommaire

INTRODUCTION 5

LA SITUATION ACTUELLE DES VERTS :
AU BORD DE L'INSIGNIFIANCE ? 7

LE CHANGEMENT DE PROFIL DES VERTS 10

LA QUESTION DE L'AVENIR :
PARTI DE NICHE OU PARTI CHARNIERE ?..... 20

BIBLIOGRAPHIE 23

© Ifri

Introduction

Lorsque les Verts (« Die Grünen ») ont fêté leur 30e anniversaire en janvier 2010, leurs dirigeants ont fièrement rappelé que leur parti était l'organisation politique allemande de création récente réalisant les meilleurs résultats[1]. Les Verts, qui se concevaient comme un « parti anti-partis » lors de leur fondation, ont pu en effet s'implanter durablement au sein du système des partis durant ces 30 dernières années, et exercer une influence considérable sur la vie politique allemande grâce à leur participation à différents gouvernements régionaux ainsi qu'au gouvernement fédéral. Sur le plan international aussi, ils ont ainsi attiré l'attention, bien qu'ils ne soient pas le premier ou l'unique parti vert ayant l'expérience du gouvernement (Müller-Rommel/Poguntke 2002). Pour autant, les Verts allemands sont considérés comme le représentant le plus connu de cette famille politique en Europe (Mair 2001). Malgré cette célébrité internationale, les Verts doivent cependant se contenter, et ce depuis 2005, du statut du plus petit parti d'opposition. En même temps, en raison de la faiblesse persistante du SPD (Sozial-demokratische Partei Deutschland, parti social-démocrate), une nouvelle coalition gouvernementale rouge-vert est loin d'être à l'ordre du jour.

Dans ce contexte a démarré en 2006 une discussion sur la réorientation stratégique des Verts. Ces dernières années, le parti s'est en effet libéré de sa stratégie d'alliance exclusive avec les sociaux-démocrates, acceptant à Hambourg une coalition inédite avec la CDU (Christlich Demokratische Union Deutschlands, Union chrétienne-démocrate), et dans la Sarre, une union avec la CDU et le FDP (Freie Demokratische Partei)[2]. Mais parallèlement, les Verts forment également une coalition avec le SPD à Brême, tout comme ils auraient été partants en Hesse pour une coalition rouge-vert tolérant Die Linke (« La Gauche »), si cette constellation n'avait pas échoué en raison des résistances au sein du SPD.

Partant du constat de cette évolution, notre étude s'interroge sur l'avenir des Verts : 30 ans après la fondation du parti, les Verts entament-ils un nouveau chapitre de leur histoire en évoluant vers un « parti charnière », qui aide tantôt les conservateurs, tantôt les sociaux-démocrates à accéder au pouvoir ? Quels seraient les chances et les risques d'une telle stratégie ? Afin de répondre à cette

---

[1] Selon les propos de la présidente du groupe parlementaire des Verts au Bundestag, Renate Künast, dans une interview avec le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 9 janvier 2010.

[2] NDLR : cette coalition appelée « coalition jamaïcaine » (« Jamaïka-Koalition ») rassemble les partis aux couleurs du drapeau de la Jamaïque : noir (CDU/CSU), jaune (FDP) et vert (Alliance 90/Les Verts).

© Ifri

question, cette note présentera la situation actuelle des Verts avant d'analyser dans un deuxième temps leur électorat, leurs adhérents et leur programme. À partir de là, une dernière partie analysera certaines difficultés inhérentes à une telle réorientation.

© Ifri

La situation actuelle des Verts : au bord de l'insignifiance ?

L'histoire des Verts peut être décrite comme l'évolution d'un mouvement de protestation extraparlementaire vers un parti gouvernemental professionnel, en passant par un parti d'opposition parlementaire. Cette évolution s'est accompagnée d'une déradicalisation constante du programme politique, d'une professionnalisation des structures du parti et de son intégration croissante au sein du système politique de la République fédérale d'Allemagne (RFA – Klein/Falter 2003 ; Poguntke 2003 ; Probst 2007). Plus précisément, on peut distinguer quatre étapes dans cette évolution.

La phase fondatrice démarre en 1977 avec la création de différentes listes locales de défense de l'environnement, jusqu'à la naissance en 1979 d'une fédération de listes, « Autres associations politiques/Les Verts » (« Sonstige Politische Vereinigungen/Die Grünen »), pour participer aux élections européennes. Les 12/13 janvier 1980 est enfin fondé le parti fédéral « Les Verts », qui remporte ses premiers sièges au Bundestag en 1983.

En raison de l'entrée du parti dans différents gouvernements régionaux et de sa réélection au Bundestag (1987), les années 1980 peuvent être considérées comme la phase de parlementarisation. La brève participation au gouvernement du land de Hesse (1985-1987) avec le ministre de l'Environnement Joschka Fischer est restée une exception car à l'époque, les courants internes aux Verts s'affrontaient violemment sur la question de la participation du parti au gouvernement.

Après l'éviction des Verts de l'Ouest du Bundestag en 1990, le parti traverse alors un processus de restructuration vers un parti réformiste, en phase avec le système parlementaire allemand. Des étapes importantes de cette évolution ont été successivement : le départ partiel de l'aile « fondamentaliste » du parti et, partant, le renforcement des « réalistes » ; l'union entre les Verts de l'Ouest, d'une part, et les Verts de l'Est et le mouvement citoyen est-allemand « Alliance 90 »[3], d'autre part ; et enfin, l'entrée dans de nombreux gouvernements régionaux (tableau 1).

Ce processus s'est provisoirement achevé par la participation des Verts au gouvernement fédéral, de 1998 à 2005. Ce faisant, les

[3] Depuis 1993, le parti s'appelle par conséquent « Alliance 90/Les Verts » (« Bündnis 90/Die Grünen »).

© Ifri

Verts abandonnent définitivement, y compris au niveau fédéral, leur rôle de parti d'opposition marginal pour devenir, aux côtés de la CDU/CSU, du SPD et du FDP, le quatrième « parti du système » de la RFA.

Si les Verts constituent effectivement un parti établi au plus tard à partir de leur entrée au gouvernement fédéral, on peut se demander s'ils ne sont pas devenus quantité négligeable depuis qu'ils ne participent plus au gouvernement (2005), et ce d'autant plus que la même année, les deux derniers gouvernements régionaux rouge-vert ont échoué aux élections. En 2006, pour la première fois depuis presque 20 ans, les Verts ne participent plus à aucun gouvernement (tableau 1). Le retour voulu vers un rôle marginal et situé dans l'opposition n'a cependant pas été considéré par les Verts comme une option réaliste. D'une part, un tel statut ne peut être satisfaisant pour un ancien parti gouvernemental souhaitant jouer un rôle politique actif ; d'autre part, le rôle du parti qui, par principe, se positionne dans l'opposition est désormais tenu par le parti Die Linke – du moins au niveau fédéral. Par conséquent, fin 2005, les Verts ont envisagé une réorientation stratégique, inévitable également en raison de modifications au sein du système des partis. Die Linke ayant pu s'implanter au niveau régional et fédéral, et la CDU/CSU et surtout le SPD étant confrontés à une érosion croissante de leur électorat, les coalitions gouvernementales classiques du passé (CDU/CSU et FDP contre SPD-Les Verts) sont remises en question. Si les Verts souhaitent continuer à être un parti du gouvernement, un élargissement de leurs options de coalition semble alors inévitable. Mais comment leurs membres et leurs électeurs vont-ils réagir à une possible évolution vers un « parti du centre au cas où » (Haas 2008, p. 129) ? Dans le fond, une telle réorientation stratégique est-elle compatible avec le profil des Verts ?

© Ifri

Tableau 1: Participation gouvernementale des Verts

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Bade-Wurtemberg																									
Bavière																									
Berlin					■	■											■								
Brandebourg																									
Brême							■	■	■	■	■												■	■	■
Hambourg													■	■	■	■	■							■	■
Hesse	■	■	■				■	■	■	■	■	■	■	■	■										
Mecklembourg-Poméranie occidentale																									
Basse-Saxe						■	■	■	■	■															
Rhénanie-du-Nord-Westphalie											■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■				
Rhénanie-Palatinat																									
Sarre																									■
Saxe																									
Saxe-Anhalt										■	■	■	■	■											
Schleswig-Holstein												■	■	■	■	■	■	■	■	■	■				
Thuringe																									
Gouvernement fédéral														■	■	■	■	■	■	■	■				

© Ifri

Le changement de profil des Verts

Les électeurs des Verts

À partir des élections législatives de 2009, le profil social des Verts peut être caractérisé comme suit (tableau 2) : les Verts sont particulièrement plébiscités auprès des personnes ayant un niveau d'études élevé, des fonctionnaires, des employés et des indépendants, au sein des classes d'âge assez jeunes, auprès des femmes et de ceux qui se déclarent sans confession. Leurs fiefs locaux se situent dans les grandes villes et les régions fortement urbanisées où le secteur des services est important. À l'inverse, les Verts ont nettement moins d'électeurs parmi les personnes avec un niveau d'études peu élevé, les retraités, les ouvriers et les chômeurs, les personnes de plus de 60 ans, les hommes et les catholiques. Leurs faiblesses régionales se trouvent partout en Allemagne de l'Est (sauf à Berlin), et à l'Ouest dans les régions rurales conservatrices. En termes de caractéristiques sociales structurelles, les électeurs des Verts sont donc très éloignés des électeurs des partis de l'Union CDU/CSU. S'il est vrai que les chrétiens-démocrates recueillent eux aussi davantage de voix auprès des femmes, il s'agit notamment pour les partis de l'Union d'électrices de plus de 60 ans alors que les Verts enregistrent leurs meilleurs résultats auprès des femmes jeunes. Il existe également de grandes différences par rapport à l'électorat du SPD et de Die Linke, surtout en ce qui concerne le statut professionnel. Les électeurs des Verts se rapprochent surtout des partisans du FDP.

© Ifri

Tableau 2 : Vote pour les différents partis en fonction des caractéristiques sociales structurelles (élections au Bundestag 2009)

	CDU/CSU	SPD	FDP	Die Linke	Les Verts
Total (élections 2009)	33,8	23,0	14,6	11,9	10,7
Niveau d'études					
élevé	29	21	16	11	17
moyen	36	21	15	13	9
bas	36	29	13	12	5
Activité					
Ouvriers	28	24	13	18	7
Employés	33	21	16	11	14
Fonctionnaires	34	26	12	7	18
Indépendants	33	14	26	7	14
Retraités	40	29	13	12	5
Chômeurs	22	23	10	25	9
Sexe & âge					
Total femmes	36	23	13	11	12
18-24 ans	28	18	12	12	19
25-34 ans	32	18	16	12	16
35-44 ans	32	21	14	11	17
45-59 ans	32	24	13	13	13
> 60 ans	45	27	11	9	6
Total hommes	32	23	16	13	9
18-24 ans	23	17	17	11	12
25-34 ans	27	17	20	12	11
35-44 ans	29	21	18	12	12
45-59 ans	29	25	15	16	11
> 60 ans	41	28	14	12	4
Religion					
Protestants	31	29	15	9	11
Catholiques	46	18	15	6	9
Sans confession/autres	22	21	13	23	13
Revenu mensuel net du foyer					
Total (sondage 3/2010)	36	25	10	11	14
< 1 500 €	33	30	8	13	10
1500-3000 €	37	25	11	10	13
> 3000 €	38	22	11	10	17

Sources : Infratest 2009, 55 p. ; données sur le revenu du foyer : sondage représentatif lors des élections, 5/03/2010, données de BpB 2010.

© Ifri

Au-delà de ce constat, il convient de souligner les modifications de l'électorat des Verts intervenues au cours de ces 30 dernières années, notamment son « vieillissement » et son niveau de réussite sociale. Alors qu'en 1980, près de 80 % des électeurs des Verts avaient moins de 35 ans, ils ne sont plus qu'un petit tiers aujourd'hui (Klein/Falter 2003, P. 153). Les cohortes d'âge moyennes (*Ibid*., P. 155) représentent aujourd'hui le groupe le plus important de l'électorat des Verts, c'est-à-dire la génération qui était déjà surreprésentée parmi les électeurs des Verts quand elle était jeune. Seul le groupe des plus de 60 ans n'a pas encore été touché par le mouvement écologique, mais le même effet générationnel devrait fortement changer la donne dans les années à venir. Le vieillissement des électeurs des Verts est allé de pair avec des revenus croissants et la réussite sociale qui l'accompagne. Au début des années 1980, les électeurs des Verts étaient encore près de 70 % à estimer que leur situation économique était mauvaise ou, au mieux, « moitié-moitié » ; ils sont aujourd'hui plus de 60 % à en être satisfaits (*Ibid.,* p. 162.). En effet, plus le revenu du foyer d'une personne est élevé, plus elle a tendance à voter vert – lorsque les revenus sont supérieurs à 3 000 €, on vote même plus pour les Verts que pour le FDP (tableau 2). À l'inverse, 30 % des personnes interrogées qui voteraient vert en mars 2010 disposent dans leur foyer de revenus nets supérieurs à 3 000 € – pour la CDU/CSU et le FDP, ils ne sont que 24 % dans ce cas (SPD : 21 %, Die Linke : 23 % ; BpB 2010). Par conséquent, les électeurs des Verts sont non seulement depuis longtemps arrivés au centre de la société, ils appartiennent même à l'heure actuelle aux couches socialement favorisées. Si l'on juge de l'appartenance à la bourgeoisie à partir des critères d'un haut niveau d'études et de revenus élevés, les électeurs des Verts sont plus bourgeois que ceux des partis de l'Union et du FDP, que l'on désigne en règle générale en Allemagne sous le terme de « partis bourgeois » (à ce sujet, voir Haas 2006). Dans ce contexte, il est peu probable que les électeurs des Verts apprécieraient que leur parti s'installe durablement dans l'opposition et occupe donc un rôle marginal. Au contraire, il semble tout à fait possible que les électeurs des Verts soient favorables à leur rapprochement de l'Union et du FDP en termes de politique de coalition.

Malgré leur réussite sociale, les électeurs des Verts se distinguent en revanche sensiblement des électeurs d'autres partis quant à leurs valeurs et aux thèmes qui leur sont chers. Les électeurs des Verts défendent volontiers des valeurs libérales en matière de politique sociale (société multiculturelle, droits des femmes, égalité des droits pour les unions homosexuelles, etc.) et s'intéressent tout particulièrement à la défense de l'environnement. Ainsi, lors des élections au Bundestag de 2009, la politique environnementale a été le principal thème décisif pour 66 % des électeurs des Verts (autres électeurs : 17 %), avec en deuxième position la justice sociale (Verts : 38 %, autres électeurs : 34 % ; Infratest 2009, p. 59). La

© Ifri

position particulière de l'électorat vert quant à ses valeurs sur les sujets culturels est restée relativement stable durant ces dernières décennies. Une grande partie de ces revendications ayant été mise en œuvre ces dernières années, ces positions ont cependant perdu beaucoup de leur radicalisme. Concernant les questions socioéconomiques, les électeurs des Verts se sont visiblement déplacés vers la droite au cours des 20 dernières années (Klein/Falter 2003, p. 174). Jadis, ils se positionnaient clairement à gauche du SPD pour les questions de politique économique et sociale alors qu'aujourd'hui, ils occupent une position centriste (Dolezal 2006, p. 109). Par conséquent, sur ces questions politiques, ils ne sont pas forcément plus proches des électeurs du SPD que de ceux de la CDU. Sur les questions culturelles, en revanche, les partisans des Verts se distinguent visiblement des électeurs des chrétiens-démocrates ; quant à la politique économique et sociale, ils se différencient surtout des électeurs du FDP, partisans du libéralisme économique (*Ibid.*).

Dans l'ensemble, les électeurs des Verts sont des personnes cultivées d'âge moyen, disposant de revenus élevés et n'ayant plus guère de positions politiques radicales, ce qui les place au centre de la société. Ils sont ainsi *a priori* ouverts à une coopération avec tous les partis. Est-ce également le cas des adhérents au parti des Verts ?

Les adhérents des Verts

L'Alliance 90/Les Verts, avec un peu plus de 45 000 adhérents, est également le plus petit des partis représentés au Bundestag. Compte tenu de leurs caractéristiques sociales structurelles, les membres des Verts présentent un profil très proche de celui de l'électorat vert : ils ont un niveau d'études très au-dessus de la moyenne (80 % ont le baccalauréat ou un diplôme supérieur) et proviennent surtout des cohortes d'âge moyen. Comparés aux autres partis, les adhérents des Verts sont les plus diplômés et les plus jeunes. On remarque en outre que près de la moitié des membres des Verts exerçant une activité professionnelle sont fonctionnaires ou employés du secteur public, à hauteur de 37 % de l'ensemble des adhérents – un chiffre unique par rapport à l'ensemble des partis (Klein/Falter 2003, p. 105 ; tableau 3).

© Ifri

Tableau 3 : Caractéristiques sociales structurelles des membres des partis (1998)

	Population	CDU	SPD	FDP	PDS*	Les Verts
Diplôme le plus élevé						
Université	9	38	33	54	53	58
Baccalauréat	6	10	11	13	5	22
Diplôme de fin d'études secondaires	32	24	17	18	10	14
École secondaire élémentaire	50	28	37	14	27	6
Activité						
Ouvriers	14	3	8	2	4	4
Employés (secteur privé)	20	15	15	17	7	17
Fonctionnaires/secteur public	6	18	23	20	6	37
Indépendants	4	14	6	23	4	15
Chômeurs	7	2	5	3	6	6
En formation	4	2	2	3	0	6
Maternité/femme au foyer	13	5	5	4	0	5
Retraités	30	34	34	25	71	5
Structure d'âge						
< 29 ans		5	6	11	6	13
30-59 ans		47	48	54	38	75
> 60 ans		48	46	35	54	11
Sexe						
Femmes	51	24	26	23	43	38
Hommes	49	76	74	77	57	62
Religion						
Protestants	42	38	48	55	2	35
Catholiques	36	55	25	18	1	22
Sans confession/autres	22	8	26	28	97	44

Sources : Heinrich/Lübker/Biehl 2002 (données recueillies en 1998) ; structure d'âge : Niedermayer 2009 (données de 2007).

* Données pour la structure d'âge pour Die Linke (après fusion entre PDS et WASG), sinon PDS

© Ifri

Une caractéristique remarquable est également le pourcentage élevé de personnes sans confession et la part élevée de femmes par rapport à la CDU, au SPD et au FDP. Cependant, malgré le quota de femmes en vigueur chez les Verts (au moins 50 % de toutes les fonctions et mandats sont réservés aux femmes), dans ce parti aussi, les membres féminins demeurent largement minoritaires.

Ces caractéristiques sociales rapprochent les membres des Verts le plus de ceux du FDP. Cette ressemblance a déjà été constatée pour l'électorat des deux partis. Mais ce constat n'est pas valable en ce qui concerne la position des membres des partis par rapport aux thèmes politiques. En la matière, les camps politiques classiques sont toujours visibles. Pour les thèmes clés de la politique économique et sociale, par exemple la lutte contre le chômage, le montant des prestations sociales ou l'influence de l'État sur la vie économique, les membres des Verts défendent des positions de base de gauche proches de celles du SPD et du PDF, dont les membres de la CDU/CSU et du FDP, plus favorables aux milieux économiques, se distinguent sensiblement (Heinrich/Lübker/Biehl 2002, p. 38.)[4]. Les adhérents des Verts défendent des positions très sensiblement différentes si on les compare à l'ensemble des autres partis quant aux thèmes de l'abandon de l'énergie nucléaire, de la priorité de la défense de l'environnement par rapport à l'économie, du droit d'asile et de la répression de la délinquance (*Ibid*). Comme c'est le cas de leurs électeurs, les membres des Verts affichent ici aussi une position particulière quant à la politique environnementale et la défense de valeurs libérales en termes de politique sociale. Dans l'ensemble, l'analyse comparative des adhérents des Verts débouche sur le même constat que l'étude de leur électorat : à travers leur structure sociale, les Verts forment un parti relativement homogène avec un ancrage fort dans les couches cultivées et socialement favorisées de la population, majoritairement employées dans le secteur public. Avec ces caractéristiques, ils sont plus proches du FDP que du SPD et de Die Linke, et les différences par rapport à l'Union ne sont pas plus grandes que celles qui les distinguent des partisans des sociaux-démocrates. D'un point de vue sociologique en tout cas, les Verts sont le parti le plus bourgeois d'Allemagne. Cependant, dans certains domaines politiques, leurs membres défendent des valeurs et des positions nettement différentes de celles de l'Union et du FDP. Cela signifie-t-il qu'à défaut d'être un parti de gauche au plan sociologique, les Verts demeurent (encore) à gauche en termes de programme ?

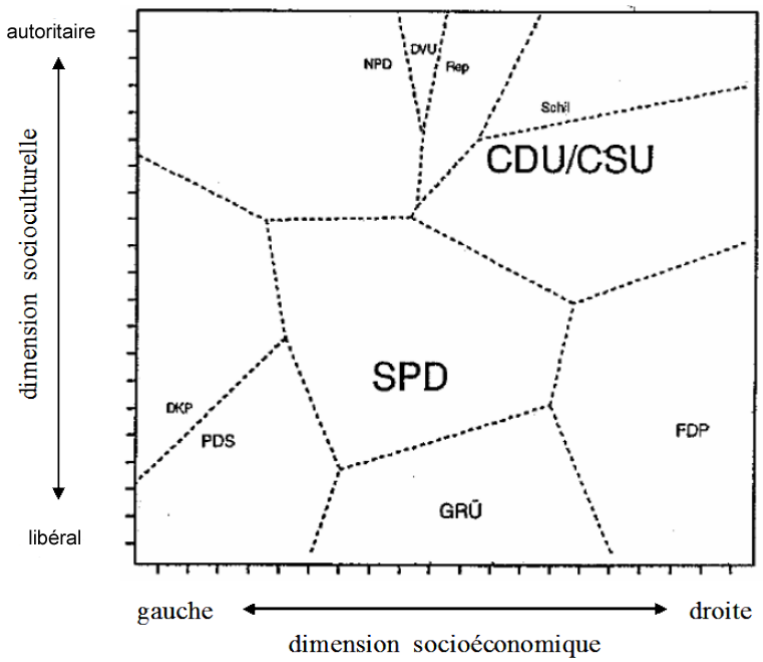
[4] Il faut savoir cependant que ce constat date de l'année 1998, donc d'avant la participation des Verts au gouvernement fédéral.

© Ifri

Le positionnement des Verts dans le paysage politique allemand

En Allemagne, l'espace politique est marqué par deux dimensions conflictuelles. La dimension socioéconomique où s'affrontent tenants du libéralisme de marché et partisans de l'État-providence est la plus importante des deux. Cette dimension correspond pour l'essentiel à l'axe classique gauche/droite et reflète l'ancienne lutte des classes du travail contre le capital. La deuxième dimension est déterminée par des thèmes socioculturels, notamment l'opposition entre valeurs autoritaires et libérales.

Graphique 1 : Structure de la compétition entre partis en Allemagne



Source : Benoit/Laver 2007, Annexe B (complété par l'auteur).

Le graphique 1 montre le positionnement des partis du point de vue de leur programme, au sein de cet espace. Dans la dimension socioculturelle, les Verts marquent le pôle libéral alors qu'ils se situent au centre pour ce qui est des questions de politique économique et sociale (voir aussi Dolezal 2006). Parallèlement aux évolutions de ses électeurs et adhérents, la position des Verts concernant les questions socioculturelles et la politique environnementale est relativement stable alors que depuis leur création, ils se sont déplacés de la gauche vers le centre sur la dimension socioéconomique. La grande envergure de cette dimension reflète cependant le faible profil des Verts en matière de politique économique et sociale, domaine où les électeurs ne leur prêtent d'ailleurs que peu de compétences. En effet, avant les

© Ifri

élections législatives de 2009, c'est sur la politique de l'environnement, du climat et de l'intégration que les Verts étaient jugés les plus compétents. Pas moins de 64 % des électeurs estiment que les Verts présentent la meilleure politique environnementale de tous les partis alors qu'ils ne sont que 2 % à dire la même chose de leur politique économique (Neu 2010, p. 39).

Si les changements de l'électorat et des adhérents des Verts ont été interprétés comme un processus de réussite sociale et d'embourgeoisement, l'évolution du programme peut être résumée par les notions de « déradicalisation » et de « normalisation ». À cet égard, la participation au gouvernement fédéral, qui a déclenché le renouvellement depuis longtemps nécessaire du programme, constitue une césure (Egle 2003). L'adoption d'un nouveau programme fondateur en 2002 correspond cependant plutôt à l'aboutissement d'un processus de modernisation tardive qu'au véritable lancement d'un projet pour l'avenir. Après leur départ du gouvernement en 2005, on peut donc diagnostiquer une « paralysie » conceptuelle des Verts, et ce d'autant plus que leurs projets les plus importants ont été précédemment travaillés par le gouvernement fédéral rouge-vert (Egle 2007)[5]. Mis à part la question des nouvelles options de coalition, mentionnée au début, cette deuxième raison justifie un repositionnement programmatique, ces deux aspects étant bien entendu étroitement liés.

Sur la question des coalitions, la direction des Verts se cache la plupart du temps derrière le slogan « Les contenus l'emportent sur le pouvoir » alors que, depuis 2005, l'évolution de leur programme est marquée par le renforcement de leur spécificité en matière de politique environnementale et un intérêt croissant pour la politique sociale (Blühdorn 2009a). En matière de politique environnementale, les Verts sont confrontés au problème suivant : les partis de la Grande coalition ont pris conscience de leurs déficits dans ce domaine, et le ministre de l'Environnement Sigmar Gabriel (SPD) et la chancelière Angela Merkel (CDU) surtout tentent de s'y montrer aussi compétents que les Verts. Ces derniers réagissent avec entêtement : « Le seul original, c'est nous », tout en radicalisant leurs positions en matière de politique environnementale. Ainsi, ils réclament une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre en Allemagne de 40 % dès 2020 et, à long terme, le basculement complet de l'approvisionnement énergétique vers les sources d'énergie renouvelables (Bündnis 90/Die Grünen 2006). La protection du climat, selon eux, doit être un objectif ne souffrant aucune concession. Il est placé au centre d'une politique verte, même

[5] Il faudrait mentionner ici par exemple l'abandon du nucléaire, l'impôt écologique, le « mariage homosexuel », la réforme du droit de la citoyenneté (élargissement par le droit du sol) et de l'immigration, et la promotion des énergies renouvelables et de l'agriculture écologique.

© Ifri

s'il nécessite une modification sensible du style de vie[6]. Ce faisant, les Verts se démarquent de ce qu'on appelle la « nouvelle » conscience écologique, rendue assez célèbre en recherche marketing sous le terme de LOHAS (*Lifestyles of Health and Sustainability*) (Blühdorn 2009b). Alors que les styles de vie LOHAS promeuvent la consommation et le plaisir écologiquement durables, les Verts semblent à nouveau se tourner vers la rhétorique du renoncement propre au mouvement écologique traditionnel. Dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité, les Verts effectuent également un changement de cap. Lors d'un congrès extraordinaire du parti, imposé spécialement pour traiter ce sujet, la base s'y est prononcée contre la poursuite de la participation de l'armée allemande aux interventions armées en Afghanistan (Bündnis 90/Die Grünen 2007a), alors que le groupe parlementaire du Bundestag ne trouvait pas de position commune sur cette question. Dans le domaine de la politique sociale, les Verts se sont déplacés légèrement vers Die Linke durant ces dernières années, prenant ainsi un peu leurs distances par rapport aux réformes de l'« Agenda 2010 »[7]. En revanche, contrairement à Die Linke et une partie du SPD, les Verts ne revendiquent pas seulement leur annulation rétroactive. À partir du constat que de nombreux problèmes sociaux ne peuvent être résolus même si l'on augmente les prestations sociales individuelles de transfert, ils se prononcent en faveur d'un État social « encourageant » et « émancipateur », avec en son centre des investissements dans l'éducation et l'accueil des enfants, et l'abolition des barrières institutionnelles entre les personnes présentes sur le marché de l'emploi et celles qui en sont exclues (Bündnis 90/Die Grünen 2007b).

Dans l'ensemble, les Verts se sont à nouveau un peu radicalisés et déplacés vers Die Linke depuis qu'ils ne sont plus présents au gouvernement. Mais cela n'a guère changé leur position au sein de la compétition entre partis car, après 2005, le SPD et les partis de l'Union ont, eux aussi, opéré un changement de cap vers Die Linke sur les questions socioéconomiques (Egle 2010). En outre, l'Union a connu ces dernières années une modernisation et une libéralisation quant aux questions socioculturelles, se rapprochant ainsi des Verts. Les Verts occupent donc par rapport au FDP et à Die Linke toujours une position favorable en ce qui concerne les coalitions théoriquement possibles (Egle 2008). À l'inverse de ces derniers, les Verts ne se positionnent pas à l'extrémité de l'éventail

[6] « À la longue, nous n'allons atteindre nos objectifs qu'à la condition de changer également notre style de vie. La critique de la consommation et de la croissance doit continuer à être prise en compte par les Verts », déclare l'homme politique vert Reinhard Loske, spécialiste de l'environnement, dans une interview dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 28 septembre 2008.

[7] NDLR : l'« Agenda 2010 » est le nom donné à l'ensemble des réformes sociales menées par le gouvernement rouge-vert du chancelier Schröder.

© Ifri

des programmes dans les deux dimensions de l'espace politique à la fois, mais seulement dans la dimension culturelle, où ils ont des points communs à la fois avec Die Linke et le FDP. En raison de ce positionnement, les Verts pourraient s'engager dans toutes les variantes imaginables d'une coalition entre trois partis. Mais quels seraient les chances et les risques d'occuper consciemment une position charnière entre le SPD et Die Linke d'un côté, la CDU/CSU et le FDP de l'autre ?

© Ifri

La question de l'avenir : parti de niche ou parti charnière ?

Qu'il soit par principe possible pour les Verts de former une coalition avec différents partis, ils le prouvent en participant actuellement aux gouvernements régionaux de Hambourg, de Brême et de la Sarre – le parti Die Linke est le seul avec lequel ils n'aient pas encore formé de coalition[8]. L'alliance noir-vert à Hambourg et la coalition jamaïcaine dans la Sarre relèvent cependant plutôt d'une expérimentation et n'ont pas forcément valeur d'exemple au niveau fédéral. Seule la formation d'une telle coalition après les élections régionales à venir en Rhénanie-du-Nord/Westphalie (9 mai 2010), le land le plus peuplé, constituerait une réelle avancée vers un éventuel gouvernement fédéral noir-vert. Mais la formation d'une alliance avec le SPD et Die Linke n'est pas non plus exclue du point de vue des Verts, du moins au niveau régional. Si une coalition de gauche dans la Sarre a effectivement échoué à cause des Verts, les raisons en sont avant tout d'ordre local et personnel. C'est surtout la déclaration de l'ancien président du SPD et actuel dirigeant de Die Linke, Oskar Lafontaine, de vouloir jouer un rôle prééminent au sein d'une telle coalition qui a incité la direction des Verts de la Sarre à privilégier une coalition jamaïcaine. Les relations personnelles entre personnalités politiques de premier plan sont négligées dans la recherche scientifique sur les coalitions mais ces relations peuvent être décisives pour le type d'alliance gouvernementale qui voit le jour à un moment et à un endroit donnés. Dans ce contexte, il faut mettre en garde contre une analyse purement formelle et théorique de la « question de la coalition ».

Cette contribution a déjà démontré que, sous l'angle de la sociologie des partis, les Verts pourraient jouer un rôle de charnière entre le camp « de gauche » et le camp « bourgeois ». Du point de vue sociologique, en tout cas, leurs électeurs et leurs adhérents sont plus proches du « camp bourgeois » que d'une alliance de gauche ; en termes de programme, en revanche, c'est plutôt l'inverse, sachant que c'est surtout la base du parti qui se situe plus à gauche concernant les questions socioéconomiques que l'élite du parti et son électorat.

[8] En Saxe-Anhalt, il y eut cependant entre 1994 et 1998 un gouvernement minoritaire rouge-vert toléré par le PDS.

© Ifri

Ce constat met en relief le premier obstacle sur le chemin vers un parti charnière : les adhérents eux-mêmes. La recherche sur les partis a constaté depuis longtemps que les membres d'un parti, notamment la structure de base qui fournit en général le gros des délégués lors des congrès, sont plus « idéologiques » et moins pragmatiques que l'élite du parti et les électeurs. Cela vaut également pour les Verts, où le désir d'une démocratie au sein du parti est en outre plus fort et plus volontiers mis en œuvre que dans d'autres formations politiques. Dans ce contexte, on peut cependant supposer que le fait de jouer un rôle charnière est plus facilement accepté à l'intérieur du parti qu'un ralliement total au camp conservateur ou de gauche. Pour l'aile gauche des Verts, une coalition avec l'Union ou le FDP est plus facile à supporter si l'on signale, par des alliances conclues en parallèle avec le SPD et Die Linke, que les Verts ne s'installent pas dans le rôle de « traître » mais qu'ils s'engagent pour des raisons pragmatiques dans la coalition qui leur offre le plus d'avantages dans une situation donnée. L'aile des « réalistes », quant à elle, ne pourra accepter des coalitions (au niveau régional) avec Die Linke que si une perspective réaliste d'une participation au gouvernement au niveau fédéral est maintenue – ce qui n'est actuellement pas possible en se concentrant exclusivement sur le SPD.

La réaction des électeurs des Verts constitue un deuxième risque de la stratégie de la « double ouverture » vers les deux camps. Lors des élections au Bundestag de 2009, l'électorat aurait largement préféré une alliance de gauche par rapport à une coalition avec la CDU/CDU (Infratest 2009, p. 61). Mais en même temps, début mars 2010, pas moins de 46 % de l'ensemble des électeurs souhaitaient une coalition entre la CDU/CSU et les Verts, contre désormais 36 % seulement qui se prononçaient pour le gouvernement actuel avec l'Union et le FDP (Infratest 2010). Le système électoral allemand présente également des obstacles pour une stratégie des Verts qui ne respecterait pas les camps politiques. Tant qu'un petit parti affiche clairement quel grand parti il souhaite aider à obtenir la majorité absolue, ce petit parti peut profiter des « voix prêtées » d'électeurs choisissant pour des raisons tactiques telle ou telle coalition. En 1998 et 2002, plus de la moitié des électeurs des Verts ont en effet donné leur première voix au SPD, c'est-à-dire qu'une partie de ces électeurs pourrait éventuellement complètement rejoindre le SPD si les Verts visaient une coalition avec la CDU/CSU. Lors des élections législatives de 2009 cependant, il n'y avait plus qu'un tiers des électeurs des Verts à donner leur première voix au SPD (Infratest 2009, p. 62), ce qui montre que du côté de l'électorat vert aussi, une association durable avec un seul camp est apparemment mise en question.

Mais, hormis ces risques, une stratégie indépendante des camps politiques pourrait également constituer une chance pour les Verts. Le fait de jouer le rôle d'un parti charnière n'entraîne pas automatiquement un manque de consistance en termes de

© Ifri

programme, comme on l'entend souvent, mais pourrait tout au contraire représenter pour les Verts de bonnes possibilités de gagner en crédibilité. C'est plutôt en formant une alliance stable avec tel ou tel partenaire de coalition tout en étant en permanence obligé de faire des compromis « dans la même direction » qu'un parti perd en consistance. Au sein de différentes constellations de coalition, en revanche, les particularités du profil vert pourraient apparaître plus clairement. L'alternative par rapport à cette stratégie, certainement non exempte de risques, est de s'installer dans l'insignifiance en demeurant un parti de niche écologique.

© Ifri

Bibliographie

Benoit, Kenneth ; Laver, Michael, 2007 : *Party Policy in Modern Democracies*, New York.

Blühdorn, Ingolfur, 2009a : « Reinventing Green Politics : The Strategic Repositioning of the German Green Party », in : *German Politics,* n° 18 (1), p. 36-54

Blühdorn, Ingolfur, 2009b : « Option Grün : Bündnis 90/Die Grünen at the Dawn of New Opportunities », in : *German Politics & Society,* n° 27 (2), p. 45-62

BpB (Bundeszentrale für politische Bildung), 2010 : *Wer wählt was? Aktuelle Umfrageergebnisse zum Wahlverhalten*, <www.bpb.de/fsd/werwaehltwas>

Bündnis 90/Die Grünen, 2006 : Für einen radikalen Realismus in der Ökologiepolitik, Beschluss der 26. ordentlichen Bundesdelegiertenkonferenz am 1.-3.12.2006 in Köln

Bündnis 90/Die Grünen, 2007a : Militärische Eskalation ist keine Lösung. Beschluss der außerordentlichen Bundesdelegiertenkonferenz am 15.09.2007 in Göttingen

Bündnis 90/Die Grünen, 2007b : Aufbruch zu neuer Gerechtigkeit! Beschluss der 27. ordentlichen Bundesdelegiertenkonferenz am 23.-25.11.2007 in Nürnberg

Dolezal, Martin, 2006 : « Globalisierung, neue Konfliktlinien und die Position der Grünen. Eine Analyse am Beispiel Deutschlands », in : Jun, Uwe ; Kreikenbom, Henry ; Neu, Viola (dir.), *Kleine Parteien im Aufwind : Zur Veränderung der deutschen Parteienlandschaft*, Frankfurt/M., p. 97-116

Egle, Christoph, 2003 : « Lernen unter Stress : Politik und Programmatik von Bündnis 90/Die Grünen », in : Egle, Christoph ; Ostheim, Tobias ; Zohlnhöfer, Reimut (dir.), *Das rot-grüne Projekt. Bilanz der Regierung Schröder 1998-2002*, Wiesbaden, p. 93-116

Egle, Christoph, 2007 : « In der Regierung erstarrt? Die Entwicklung von Bündnis 90/Die Grünen von 2002 bis 2005 », in : Egle, Christoph ; Zohlnhöfer, Reimut (dir.), *Ende des rot-grünen*

© Ifri

Projektes. Eine Bilanz der Regierung Schröder 2002-2005, Wiesbaden, p. 98-123

Egle, Christoph, 2008 : « Doppelte Öffnung oder ewige Opposition. Die strategischen Koalitionsoptionen der Grünen im Fünf-Parteien-System », in : *Vorgänge. Zeitschrift für Bürgerrechte und Gesellschaftspolitik,* n° 47 (3), p. 111-121

Egle, Christoph, 2010 : « Im Schatten der Linkspartei. Die Entwicklung des Parteienwettbewerbs während der 16. Legislaturperiode », in : Egle, Christoph ; Zohlnhöfer, Reimut (dir.), *Die zweite Große Koalition. Eine Bilanz der Regierung Merkel 2005-2009*, Wiesbaden, i.E.

Haas, Melanie, 2006 : « Innovationen mit einer neuen bürgerlichen Partei? Die Grünen nach der Bundestagswahl 2005 », in : Jun, Uwe ; Kreikenbom, Henry ; Neu, Viola (dir.), *Kleine Parteien im Aufwind : Zur Veränderung der deutschen Parteienlandschaft*, Frankfurt/M., p. 201-222

Haas, Melanie, 2008 : « Statt babylonischer Gefangenschaft eine Partei für alle Fälle? Bündnis 90/Die Grünen nach der Bundestagswahl 2005 », in : Niedermayer, Oskar (dir.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2005*, Wiesbaden, p. 101-133

Heinrich, Roberto ; Lübker, Malte ; Biehl, Heiko, 2002 : *Parteimitglieder im Vergleich : Partizipation und Repräsentation*, Universität Potsdam, Ms.

Infratest dimap, 2009 : Wahlreport zur Bundestagswahl am 27. September 2009, Berlin

Infratest dimap, 2010 : *ARD DeutschlandTrend März 2010*, Berlin

Klein, Markus ; Falter, Jürgen W., 2003 : *Der lange Weg der Grünen*, München

Mair, Peter, 2001 : « The Green Challenge and Political Competition : How Typical is the German Experience ? », in : *German Politics,* n° 10 (2), p. 99-116

Müller-Rommel, Ferdinand ; Poguntke, Thomas (dir.), 2002 : *Green Parties in National Governments,* London

Neu, Viola, 2009 : Bundestagswahl in Deutschland am 27. September 2009. Wahlanalyse. Berlin : Konrad-Adenauer-Stiftung

Niedermayer, Oskar, 2009 : « Parteimitglieder in Deutschland : Version 1/2009 », *Arbeitshefte aus dem Otto-Stammer-Zentrum,* n° 15, FU Berlin

© Ifri

Poguntke, Thomas, 2003 : « Die Bündnisgrünen nach der Bundestagswahl 2002 : Auf dem Weg zur linken Funktionspartei ? », in : Niedermayer, Oskar (dir.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2002*, Opladen, p. 89-107

Probst, Lothar, 2007 : « Bündnis 90/Die Grünen (Grüne) », in : Decker, Frank ; Neu, Viola (dir.), *Handbuch der deutschen Parteien*, Wiesbaden, p. 173-188

Rihoux, Benoit ; Rüdig, Wolfgang, 2006 : « Analyzing Greens in power : Setting the agenda », in : *European Journal of Political Research,* n° 45, p. 1-33

© Ifri

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur et responsable de la publication des *Notes du Cerfa* et des *Visions Franco-Allemandes*. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».

© Ifri